

Aux grands morts, la République reconnaissante : esprit républicain et culte du souvenir dans la France de l'entre-deux-guerres

par Christina Theodosiou

L'impact de la Grande Guerre sur les institutions et les libertés républicaines n'est pas aujourd'hui inconnu des historiens grâce notamment aux travaux de Jean-Jacques Becker. Dans *La France en guerre*, J.-J. Becker affirme que même si l'esprit républicain a été considérablement remis en question durant le conflit en raison, entre autres, de l'annulation des élections locales et nationales ou encore de la censure de la presse, la République a tout de même tenu le choc en sortant victorieuse des 52 mois de conflit. Les dégâts sont à chercher dans la durée, en commençant par le lendemain de la victoire, et plus précisément, les élections de 1919, remportées pour la toute première fois depuis la victoire des républicains en 1879 par une coalition de droite, formée sur la base de l'union nationale¹. Cette thèse a été reprise par Stéphane Audoin-Rouzeau dans le *Dictionnaire Critique de la République* où il signe l'entrée « la Grande Guerre »². Pour lui, le recul de l'attractivité de la République par rapport à la Nation au lendemain de la guerre se fait de surcroît sentir lors des célébrations de la victoire et même lors du Cinquantenaire de la République : derrière une façade d'autocélébration, plus que la victoire de la République, on y célèbre la victoire de la France, Nation des combattants.

Notre communication tentera de réitérer la question de la corrélation entre la Grande Guerre et l'esprit républicain en retenant comme champ d'observation la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918. L'objectif consiste à comprendre la façon dont le contexte conjoncturel a influencé, d'une part, le récit de la guerre et, d'autre part, la construction de l'image de soi et celle de l'autre. Dans cette perspective, nous ferons le point sur deux moments temporels distincts, chacun correspondant à un type de célébration différent : le Cinquantenaire de la République en 1920 et les commémorations pacifistes de la deuxième partie des années 1930.

Le sacre du héros inconnu : loyalisme républicain et glorification de la perte

D'habitude assimilé aux hommages en l'honneur de Gambetta et du Soldat Inconnu, le 11 novembre 1920 ne se résume pourtant pas aux cérémonies parisiennes. En effet, le gouvernement a tenu à faire participer la Nation tout entière à cette journée en donnant à l'ensemble des célébrations, au même titre qu'à Paris, un éclat exceptionnel. Il s'agissait de personnifier l'union de la France et de la République, de célébrer la Patrie républicaine, à travers ses défenseurs, ceux qui ont préparé son triomphe et ceux qui l'ont accompli au détriment même de leur propre vie. En octobre 1920, le ministre de l'Intérieur avisait alors les préfets que le choix de la date du 11 novembre pour la célébration des fêtes du Cinquantenaire de la République « a eu pour but de donner à ces fêtes leur vrai caractère de concorde nationale et de loyalisme républicain ».

Ainsi, il leur convenait de prendre toutes les mesures nécessaires pour solenniser localement, par l'organi-

1 BECKER Jean-Jacques, *La France en guerre : 1914-1918, la grande mutation*, avec la collaboration d'Annette Becker, Editions Complexe (collection « Questions au XX^e siècle »), Bruxelles, 1988.

2 AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre » dans DUCLERT Vincent et PROCHASSON Christophe (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Flammarion, Paris, 2002, p. 538-545.

sation des fêtes et l'envoi à Paris d'une délégation représentant leur département, l'union de la France et du régime « qui, après avoir sauvegardé l'indépendance de la Patrie, a restauré l'intégralité de son territoire et donné à notre pays le prestige d'une incomparable victoire »¹.

Cependant, il n'était pas seulement question de faire la pédagogie du passé républicain, récent ou lointain, mais aussi de se projeter dans l'avenir. En effet, la première célébration officielle du 11 novembre comportait un double message de reconnaissance et de renaissance : deux ans après la fin de la Grande Guerre, l'enjeu était avant tout de rappeler à la société française qu'afin d'accomplir le travail de relèvement et de reconstruction du pays, elle devrait suivre la voie tracée après les jours sombres de la défaite, par les pères fondateurs de la République, puis par leurs successeurs, les soldats-citoyens de la dernière guerre qui ont offert à la France la Revanche du Droit. Idée qui constituera le fil conducteur de bon nombre de discours prononcés à l'occasion, en premier lieu par le président de la République². Ainsi, les orateurs font-ils en ce jour l'apologie du modèle républicain – respect des droits, chances égales de promotion pour tous, notamment à travers l'école publique, patriotisme pacifique³ – en puisant des arguments dans l'arsenal éthique et symbolique qui a conceptualisé la guerre et la mort de masse au cours de la période précédente.

Dans l'ensemble, le récit de la guerre se fait en trois temps : d'abord on évoque l'effondrement de l'Empire en 1870, ensuite l'œuvre de la République, enfin la dernière guerre et la victoire de 1918. Le but était d'établir un parallèle entre les deux dates. Bon nombre d'orateurs commencent alors leur discours par la journée du 4 septembre 1870 pour souligner ainsi la rupture avec le passé impérial. La date de la proclamation de la République, dit le doyen du Cercle national de Bordeaux qui s'est réuni ce 11 novembre 1920 pour fêter le Cinquantenaire, est une « journée radieuse où finit un régime détesté, fondé sur la violence » qui a laissé la France « sans armes et sans armée, envahie par l'étranger »⁴. Comme l'a fait Alexandre Millerand dans son discours sous l'Arc de Triomphe, la plupart des orateurs des cérémonies locales ont à leur tour longtemps insisté sur l'œuvre de la République pour le redressement du pays et le progrès social. La République, affirme alors à cette occasion le maire de Rennes, a « restauré notre force dans la paix et dans le travail et préparé ainsi la victoire de la défense nationale »⁵. De son côté, le préfet de l'Yonne consacre une grande partie de son allocution à énumérer les exploits de l'ère républicaine qui ont permis à tous les Français, sans exception, « les jeunes citoyens de la République, bourgeois ou plébéiens, ouvriers et paysans », de devenir « les magnifiques poilus de la grande guerre », les soldats du Droit qui ont vaincu « les cohortes de Kaiser ! »⁶. Par ailleurs, en même temps qu'aux pères fondateurs, on rend souvent hommage aux combattants de l'Année terrible en soulignant leur contribution pour la préparation morale de la victoire⁷.

1 A. D. Ille-et-Vilaine 1M 187

2 Dans le cadre de cette communication, nous nous focaliserons sur les discours prononcés au cours des célébrations locales. Pour une lecture du discours d'Alexandre Millerand, nous renvoyons au livre de Jean-François Jagielski sur le Soldat Inconnu. Cf. JAGIELSKI Jean-François, *Le Soldat Inconnu : invention et postérité d'un symbole*, Imago, Paris, 2005, p. 108. Voir aussi : *Le Temps*, « Le cinquantenaire de la République : Discours de Millerand, Président de la République », 12-13 novembre 1920.

3 Sur ce sujet, voir : BERSTEIN Serge, « La culture républicaine dans la première moitié du XX^e siècle » dans BERSTEIN Serge et RUDELLE Odile (dir.), *Le modèle républicain*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, p. 159-171 ; BERSTEIN Serge, « Le modèle républicain : une culture politique synthétique », dans BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Editions du Seuil, Paris, 1999, p. 113-143.

4 *La manifestation du 11 novembre 1920 au Cercle national de Bordeaux*, 14, cours de l'Intendance fondé en 1869, imprimerie de Gounouilhou, Bordeaux, s.d., p.14.

5 A. M. de Rennes I21, Fêtes de l'Armistice. Célébration du Cinquantenaire de la Troisième République. Discours de M. Janvier, maire de Rennes (copie dactylographiée). Voir aussi les discours de M. Tisson, maire de Saint-Cloud, prononcé lors du banquet offert par la municipalité pour les fêtes du Cinquantenaire : *Le Réveil de Versailles*, « Canton de Sèvres : Saint-Cloud », 19 novembre 1920.

6 LETAINTURIER - FRADIN Gabriel (préfet de l'Yonne), 1870-1920. *Le Cinquantenaire de la République et l'Anniversaire de l'Armistice. Discours prononcé par M. Gabriel Letainturier, Préfet de l'Yonne à la réception publique du marché couvert d'Auxerre le jeudi 11 novembre 1920*, imprimerie – typographie du Bourguignon, Auxerre, 1920.

7 Voir le discours de M. Devos, maire de Garches, tenu lors de la cérémonie commémorative de la municipalité devant le monument du 19 Janvier 1871, *Le Réveil de Versailles*, « Canton de Sèvres : Garches », 19 novembre 1920.

Les orateurs saisissent aussi l'occasion pour dénoncer, une fois de plus depuis août 1914, la responsabilité allemande dans le déclenchement du conflit et surtout la responsabilité d'un homme, Guillaume II. Lors, par exemple, de la cérémonie devant le Lion de Belfort à Paris, Henry Japy de Beaucourt, lieutenant au 1^{er} régiment d'artillerie à Belfort en 1870-1871, affirme que « cet assassin de 15 millions d'hommes, à l'image des grands bandits de la féodalité d'autre temps », après avoir asservi l'Alsace et la Lorraine, « se grisait chaque soir de l'espoir de dominer bientôt toute la France »¹. Guillaume II cristallise alors sur lui tous les maux du régime impérial : force brutale, lâcheté morale, esprit de domination. Dévoiler le visage sanglant du Kaiser permet aussi de valoriser, par opposition, l'image de soi, et plus précisément le désir de justice et de civilisation des hommes libres qui s'épanouissent en république. En même temps, il permet aux orateurs de soulever, implicitement ou explicitement, un sujet d'actualité, celui de la comparution de Guillaume II devant la justice. Ainsi, le doyen du Cercle national de Bordeaux proclame-t-il qu'au moment même où les Français sont en train de fêter l'anniversaire de l'armistice, « le monstrueux histrion couronné, responsable de tous ces crimes s'enfuyait lâchement » et, sans regret de ses crimes, ne songeait qu'« à mettre sa maudite et sinistre personne à l'abri des retours furieux qui auraient pu l'atteindre »².

Il va enfin de soi que le sacrifice des martyrs de la Grande Guerre occupe une place centrale dans les allocutions du jour en faisant le lien entre le passé et l'avenir. Incarnation la plus sublime de l'esprit de la République, leur mort pour la Patrie mutilée impose aussi l'union de tous les esprits pour la poursuite de leur victoire dans la paix³. C'est maintenant au tour d'une troisième génération de patriotes de faire renaître le pays par le travail et la concorde. Dans cet esprit, le maire de Rennes s'adressant à la fin de son discours à la jeunesse, l'invite à s'inspirer de ses aînés pour redresser le pays, tandis que le préfet de l'Yonne fait appel aux bonnes volontés :

Nous devons songer avant tout que la France a besoin de calme et de labeur. Elle a été dévastée, ruinée par la terrible guerre. [...] Il est nécessaire qu'un sentiment de solidarité patriotique passe dans nos cœurs, dans nos volontés, et qu'il devienne même la conscience de la nation. C'est en s'y conformant que notre pays fortifiera son unité et assurera à la fois la conservation de sa grandeur morale et la reconstruction de sa prospérité matérielle⁴.

Journées de mobilisation (1934-1935)

Malgré leur succès, rien n'évoque les fêtes du Cinquantenaire dans les prochaines célébrations de l'Armistice. En effet, dès 1922, date de l'institutionnalisation du 11 novembre en tant que Fête nationale, la République n'a pas de place réelle dans la célébration de la fin du conflit. L'explication de ce glissement de contenu est d'abord à chercher dans la situation économique et diplomatique déclinante de la France : face au cumul des désillusions, le récit triomphant et combatif de la guerre à la gloire du régime n'a plus de sens, voire peut s'avérer embarrassant. Puis, à partir de 1925 et jusqu'au début de la nouvelle décennie, la commémoration tourne essentiellement autour des questions diplomatiques, en particulier celles du rapprochement franco-allemand et du rôle de la SDN dans la pacification du vieux continent. On voit alors s'affirmer un nouveau discours, à la fois pacifiste et humanitaire, centré sur la nécessité de se réconcilier avec l'ancien ennemi⁵. On peut toutefois y discerner des liens latents avec le républicanisme d'avant-guerre et en particulier son rejet du nationalisme cocardier. La création d'une société des nations civilisées n'est-elle pas un vieux rêve républicain, longtemps défendu par l'un des esprits les plus illustres de la Troisième République, Léon Bourgeois ?

1 A la mémoire du colonel Denfert-Rochereau. Discours prononcés au Lion de Belfort, le 11 novembre 1920, à l'occasion des fêtes du cinquantenaire de la proclamation de la République, L. Plouviez et fils, Paris, s.d., p. 20-21.

2 La Manifestation du 11 novembre 1920 au Cercle national de Bordeaux, op. cit., p. 17.

3 Voir aussi le discours du président de la section des mutilés de Draveil devant les tombes militaires du cimetière communal : L'Abeille de Seine-et-Oise, « Nouvelles Régionales : Draveil », 28 novembre 1920.

4 LETAINTURIER - FRADIN Gabriel, op. cit. Voir aussi le discours du maire de Ris-Orangis prononcé lors d'une cérémonie tenue à l'occasion à la mairie : L'Abeille de Seine-et-Oise, « Nouvelles Régionales : Ris-Orangis », 21 novembre 1920.

5 THEODOSIOU Christina, « Symbolic narratives and the legacy of the Great War : the celebration of Armistice Day in France in the 1920's », *First World War Studies*, Vol. 1, n°2, 2010, p. 185-198.

Nous pouvons aussi penser au fait qu'en face il n'y a plus un régime autoritaire qui permettrait de se construire une image par opposition, mais une jeune république. Un fait qui implique un minimum de valeurs partagées. Plus on s'éloigne de l'ombre de la guerre et du Kaiser, la situation politique en Allemagne se stabilisant, et plus cette nouvelle image de l'autre s'installe dans les esprits et les représentations collectives. Or, suite à la crise institutionnelle du 6 février 1934 et la montée des régimes autoritaires en Europe, la thématique républicaine fait de nouveau irruption dans la commémoration de la guerre. Par contre, il ne s'agit plus d'exalter la République combattante et victorieuse mais de communier autour d'une République en péril.

En 1934 et 1935, la guerre franco-française s'invite dans les fêtes de l'Armistice. La journée du 11 novembre devient alors un terrain d'opposition entre le bloc national et le bloc républicain qui y trouvent l'occasion pour mesurer leurs forces. Certes, la politisation du 11 novembre n'est pas un fait récent. Ce qui est pourtant nouveau, en cette occurrence, c'est l'étendue du phénomène et l'importance tout à fait singulière de la Fête nationale pour l'affirmation symbolique des deux fronts¹. Ainsi, dans bon nombre de communes et de villes, différents cortèges et cérémonies se succèdent devant les monuments aux morts. Dans certains cas, on n'est pas loin d'une véritable démonstration de force : le 11 novembre 1934, à Lille, une fois la cérémonie traditionnelle terminée, environ 13 000 personnes ont participé au cortège du PCF et de la SFIO alors que quelques 20 000 autres étaient amassées sur les trottoirs². L'année suivante, également 20 000 personnes ont défilé dans les rues de Nantes jusqu'au monument aux morts, à la suite du meeting politique du Front populaire organisé à l'occasion par la municipalité socialiste³.

Le grand événement de cette période est toutefois la manifestation du bloc républicain à la Bastille, le 11 novembre 1934, pour la défense de la paix et de la liberté. Au même moment, à l'autre bout de la capitale, le bloc national se donne rendez-vous place de l'Etoile, autour de la tombe du Soldat Inconnu. Pour les organisateurs du rassemblement de la Bastille, le but est de faire barrage au militarisme et au nationalisme cocardier montants, à l'intérieur et l'extérieur du pays, en donnant à cette journée du souvenir le caractère d'un jour de mobilisation « pour la vraie République » et contre « les forces néfastes », la guerre et le fascisme. Il s'agit alors de détacher conjointement la commémoration et la guerre du contenu belliqueux et victorieux que le bloc national lui accordait, en les faisant s'inscrire dans une autre continuité historique, celle-ci établie par des luttes républicaines. La bataille d'aujourd'hui trouvait ainsi de la légitimité morale dans les sacrifices d'hier.

Anciens Combattants, vous ne tolérez pas, vous que l'on a entraînés à la guerre pour la défense de la liberté et des institutions républicaines que cette comédie dure plus longtemps. Ne pas agir, dans une situation aussi tragique, c'est trahir, et vous êtes incapables de trahir et de mentir à votre passé de courage et d'abnégation. Pour lutter contre les décrets-lois, pour la défense de vos droits, pour la sauvegarde de la République et de ses libertés vous viendrez nombreux, le 11 novembre, affirmer votre volonté d'empêcher vos deux ennemis mortels, la guerre et le fascisme, d'être les maîtres de la Nation. [...] Comme il se doit, vous serez en tête de l'immense cohorte républicaine et le peuple des travailleurs, des fonctionnaires, des ouvriers qui ne rougit pas de 1789, 1793, 1830, 1848 et 1871 sera derrière vous pour barrer la route à la réaction⁴.

Force est de constater que cette réappropriation d'inspiration républicaine de la guerre et de son héritage pacifiste est autant en décalage par rapport au triomphalisme des célébrations de 1920 que par rapport aux commémorations de la période 1925-1932, car on n'envisage maintenant l'avenir pacifiste de l'Europe qu'à travers la défense du modèle républicain. De même, suite à la faillite de l'esprit de Locarno, on a maintenant

1 Cela concerne les trois fêtes nationales dans l'ensemble. En effet, comme Danielle Tartakowsky l'a noté, de février 1934 à juillet 1935, « la commémoration nationale devient un enjeu, à un degré jamais atteint ». Cf. TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997, p. 349.

2 Selon les estimations de la police. En revanche, pour les organisateurs, le nombre total des participants atteint les 60 000. Cf. *Le Grand Echo du Nord de la France*, « Les manifestations du Front unique socialiste-communiste à Lille », 12 novembre 1934.

3 A.N. F/7/13035, Rapport du commissaire spécial à la direction générale de sûreté, 5 décembre 1935.

4 A.N. F/7/13305, Appel des anciens combattants appartenant au Front commun « Pour le 11 novembre 1934 ! Au Peuple Pacifiste, aux anciens combattants ».

tendance à se replier vers l'intérieur en reléguant à l'arrière plan les questions de politique extérieure, par exemple celle du rôle de la SDN et des instances internationales d'arbitrage. En effet, être pacifiste et être républicain sont maintenant deux positions indissolublement liées l'une à l'autre.

Cela se donne aussi à voir dans certains discours prononcés le jour même devant les monuments aux morts. Prenons comme champ d'observation le département de l'Indre. Terre agricole, saignée par les pertes humaines pendant la guerre, terre aussi du radicalisme politique, ce département du Centre nous offre un aperçu du pacifisme des milieux paysans et anciens combattants dans les années 1930, deux milieux qui constituent d'ailleurs les piliers du mouvement pacifiste en France tout au long de l'entre-deux-guerres¹. Le docteur Apard, maire de la commune de Reuilly déplore par exemple que la paix en Europe repose uniquement sur les efforts et la détermination des démocraties depuis la montée au pouvoir des dictateurs qui réduisent au silence la volonté pacifiste des peuples voisins. Pour écarter le danger, exprime-t-il, il n'y a pas d'autre solution que de rester fidèles à l'idéal qui a conditionné le sacrifice des morts vingt ans auparavant, la paix intérieure et extérieure, et par conséquent mettre fin aux haines fratricides incitées par les ligues et les bandes armées sous prétexte de rétablir l'ordre². Il va de soi que la crise institutionnelle du 6 février et les événements qui l'ont suivie reviennent de façon récurrente dans les allocutions de cette année. De fait, la guerre ne figure pas seulement dans le champ schématique de la liberté -la liberté de la Patrie républicaine mise en danger par une force extérieure-, mais aussi dans celui des libertés, le respect des libertés civiques et républicaines. Deux modèles de société, deux habitus nationaux, sont une fois encore après les fêtes du Cinquantenaire mis en confrontation mais à la différence des célébrations de 1920, la menace du modèle républicain ne vient pas, cette fois-ci, uniquement de l'extérieur mais aussi, voire surtout, de l'intérieur. Dans cet esprit, le maire de Chatillon-sur-Indre et président de l'association locale des anciens combattants, s'en prend, lors de la cérémonie commémorative devant le monument aux morts, autant aux voisins d'outre Rhin ayant repris la course au réarmement, qu'à ses compatriotes, ayant cédé aux tentations totalitaires³. De même, pour M. A. Couturier, maire de Brives et vétéran de la Grande Guerre, la démocratie et non le césarisme est la seule condition de la paix, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières :

Nous autres qui sommes des démocrates dans les moelles, constatons que la démocratie n'est pas partout installée autour de nous et que justement ces décisions, ces déclanchements qui provoquent les guerres n'ont rien de démocratique. On nous a leurrés avec la haine des races. Les divergences entre peuples naissent de la culture inculquée, souvent de l'empreinte personnelle d'un individu qui, par une curieuse hypnose, arrive à surchauffer tout un peuple. Et rapprochant ces éternels recommencements de l'histoire, Napoléon, Hitler, nous qui voulons fermement la paix, nous concluons comme l'historien : on ne doit jamais livrer sa patrie à un homme, même si cet homme incarne le génie⁴.

En cette courte période de deux ans, après des années de découragement, il semble que les attentes de la paix, emportées par la dynamique du mouvement social qui était en train de se former, rebondissent enfin. « La France républicaine interroge l'avenir avec espoir », écrit par exemple, en grand titre, à propos des célébrations de 1935, le *Lyon Républicain* du 12 novembre⁵. Ce nouvel élan s'avère toutefois de très courte durée.

1 Sur les milieux pacifistes, voir VAÏSSE Maurice, « Le pacifisme français dans les années trente », *Relations internationales*, n° 53, printemps 1988, p. 37-52. Sur le pacifisme républicain des anciens combattants, voir PROST Antoine, *Les anciens combattants et la société française*, vol. 3 *Mentalités et Idéologies*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977.

2 *Journal du département de l'Indre*, « Reuilly : Fête de l'Armistice », 13 novembre 1934.

3 *Journal du département de l'Indre*, « Chatillon-sur-Indre : Fête de la Victoire », 16 novembre 1934.

4 *Journal du département de l'Indre*, « Brives : Fête de l'Armistice », 14 novembre 1934.

5 *Lyon républicain*, « La France républicaine interroge l'avenir avec espoir », 12 novembre 1935.

Morts pour la paix et la liberté (1936-1937)

En 1936, la situation est tout autre. Une fois au pouvoir, le Front populaire cherche d'abord à apaiser les tensions de la période précédente, puis à rassurer et rétablir la confiance en l'avenir. Cela implique avant tout de confirmer sa politique pour la paix et de montrer que quoique le danger d'un nouvel affrontement soit encore loin d'être écarté, il est au moins bien contrôlé. Ainsi, les célébrations du 11 novembre sont-elles censées promouvoir un double message : la réconciliation du pays autour du culte du souvenir et l'attachement de la France aux valeurs de la paix, de la justice et de la liberté. En 1936, mais aussi en 1937, le ministre des Pensions invite alors les préfets à faire en sorte que la commémoration de l'Armistice soit l'occasion d'affirmer « l'unité morale des anciens combattants et, autour d'eux, du pays tout entier, communiant dans le souvenir des morts et la volonté de défendre la paix que leur sacrifice a conquise ». Il est également essentiel de montrer « à tous - et particulièrement hors des frontières, où l'on se méprend trop souvent sur l'importance des divergences d'opinion dans notre démocratie », la fraternité et l'union des Français, ainsi que « la volonté calme et ferme » qui les anime quant à la défense de la paix, de la liberté et de la justice¹.

Dans le même esprit, Yvon Delbos, le ministre des Affaires Etrangères de l'époque, affirme dans son message radiodiffusé du 11 novembre 1936, la volonté du gouvernement d'honorer par son œuvre le sacrifice des soldats de la Grande Guerre :

Morts pour l'idéal de la liberté, justice, fraternité humaine auquel la France entend demeurer fidèle. Ils sont morts enfin pour la paix que nous avons le devoir de sauvegarder [...] Malgré les images qui assombrissent l'horizon, ayons confiance dans cette volonté commune des nations pacifiques, gardons notre foi dans la démocratie et, par la démocratie, dans l'avenir de l'humanité².

On construit alors l'image d'un monde divisé en deux camps, dans lesquels s'opposent les artisans sincères d'une paix définitive aux hommes à formule autoritaire. Agissant au nom des morts et à la lumière de leur sacrifice paradigmatique, les démocraties finiront par remporter la bataille de la paix. Dans cette lignée s'inscrit par exemple, Henri Boualy, député de Saône-et-Loire, qui signe une tribune dans le *Lyon républicain* où, après avoir attesté la volonté de la France d'avancer sur la voie de la paix en dépit des obstacles dressés par les adeptes du totalitarisme, il proclame sa confiance dans le triomphe final de la raison contre la force³. D'autres tentent de leur part d'établir un parallèle entre la date du 11 novembre 1918 et son jour anniversaire. Ainsi, affirme-t-on dans *Les Dernières nouvelles de Strasbourg*, le plus grand quotidien d'Alsace, que le jour de la signature de l'Armistice était pour ceux qui l'ont vécu, la victoire des peuples libres. Une victoire à laquelle ils ont attaché une valeur symbolique : jamais plus la force ne pourrait primer sur le droit. Malgré les dix-huit ans de déceptions et d'espérances passagères, cette vieille attente de paix et de fraternité semble prendre, ce 11 novembre 1936, un souffle nouveau. Unis autour du souvenir des morts, « nous fraternisons à nouveau pour former le vœu que jamais plus l'humanité ne connaisse ce calvaire dont elle a parcouru les stations jusqu'au matin du 11 novembre »⁴.

Nous retrouvons un an plus tard ces images d'un monde tiraillé entre démocraties et dictatures, entre paix et guerre, mais sur un ton moins résolu et confiant.

1 A. D. Seine-et-Oise 4M 2/112, Lettres du ministre des Pensions datées du 4 novembre 1936 et du 3 novembre 1937. La deuxième reproduit largement le contenu de 1936.

2 *La Dépêche du Midi* (Toulouse), « La commémoration de l'Armistice : Une allocution radiodiffusée de M. Yvon Delbos », 12 novembre 1936.

3 BOULAY Henri, « L'Armistice », *Lyon républicain*, 12 novembre 1936.

4 *Les Dernières nouvelles de Strasbourg*, « Onze Novembre ! », 11 novembre 1936.

Il y avait une foule immense autour de la tombe du Soldat Inconnu. Il y avait un déploiement de forces imposant. Mais la foule était silencieuse et les pas lourds des soldats qui défilaient, le vrombissement des tanks, le martèlement des sabots des chevaux sur la chaussée résonnaient entre les deux haies d'un peuple qui semblait se recueillir, et qui assurément, pensait [...] Et aujourd'hui les hommes qui défilaient c'étaient des hommes qui n'avaient connu ni l'horreur de la guerre, ni la joie de la victoire, mais qui, déjà, sentaient peser sur eux, sur leur existence, sur leur patrie, la menace étrangère, lisons-nous dans le reportage de la Dépêche du Midi sur les cérémonies nationales à Paris¹.

De même, à ce moment, les appels à l'union nationale sont plus ardents qu'un an auparavant. Par exemple, M. Ferron, maire de Saint-Gaultier (Indre) et conseiller général, invite dans son discours du 11 novembre 1937, tous les Français, sans distinction et de bonne foi, à s'unir dans les heures difficiles que la France traverse, sous la menace des Etats totalitaires, pour sauvegarder la paix universelle². Parties au lendemain de la Grande Guerre sur un esprit triomphaliste, les célébrations de l'Armistice finissent par refléter, en ces dernières heures de la Troisième République, le désarroi d'une société jadis victorieuse face à ses défaites symboliques.

Bibliographie indicative

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre » dans DUCLERT Vincent et PROCHASSON Christophe (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Flammarion, Paris, 2002, p. 538-545.

BECKER Jean-Jacques, *La France en guerre : 1914-1918, la grande mutation*, (avec la collaboration d'Annette Becker), Editions Complexe (collection « Questions au XX^e siècle »), Bruxelles, 1988.

BERSTEIN Serge, « La culture républicaine dans la première moitié du XX^e siècle » dans BERSTEIN Serge et RUDELLE Odile (dir.), *Le modèle républicain*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, p. 159-171.

PROST Antoine, *Les anciens combattants et la société française*, vol. 3 *Mentalités et Idéologies*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977.

VAÏSSE Maurice, « Le pacifisme français dans les années trente », *Relations internationales*, n° 53, printemps 1988, p. 37-52.

1 *La Dépêche du Midi* (Toulouse), « La France a commémoré avec ferveur le XIX^e anniversaire de l'Armistice », 12 novembre 1937.

2 *Journal du département de l'Indre*, « Saint-Gaultier : Fête de l'Armistice », 14 novembre 1937.